En Ardèche, Ardelaine dynamise un village

Collectif Faux Amis pour La Croix

Cette coopérative a créé une cinquantaine d'emplois dans une vallée ardéchoise à l'écart des circuits touristiques. Collectant et transformant la laine des élevages alentour, l'activité de la société profite à l'ensemble du village.

Sauver les territoires

Volets fermés. Dans les territoires les plus enclavés ou les plus durement touchés par la crise industrielle, on avait l'habitude de voir, année après année, les villages se vider, les commerces et services fermer. Mais le décrochage était quelque peu compensé par des financements publics, des programmes de subventions. Depuis la crise de la dette de 2010, les inégalités géographiques sont devenues une réalité plus sensible. À la diminution des dépenses publiques s'ajoute une concentration économique autour de quelques métropoles dynamiques armées pour la concurrence mondiale. Le grand écart se creuse. Le sentiment de relégation est aggravé par le fait de voir s'éloigner les lieux de pouvoir. Ainsi a été engagée la réforme territoriale qui place Aubusson à 4 heures de route de Bordeaux (préfecture de Nouvelle-Aquitaine), Aurillac à 4 h 30 de Lyon (Auvergne-Rhône-Alpes). Le mouvement de regroupement de communes donne aux maires ruraux le sentiment d'être dépossédés de leurs prérogatives. Face au défi du déclassement, il faut agir simultanément sur plusieurs leviers : développement de la couverture numérique, programmes d'adaptation des services de proximité ou d'installation de médecins, modèle coopératif pour favoriser la reprise d'entreprise ou accompagner des entrepreneurs individuels... Davantage que des dispositifs pour retenir les populations « au pays », il convient d'agir en faveur de la mobilité des actifs. En ce sens, le Conseil économique et social (CESE) vient de voter un avis sur la place des jeunes dans les territoires ruraux qui met en avant les enjeux de la formation, de l'accompagnement et l'aide à la mobilité.

Bernard Gorce

Saint-Pierreville (Ardèche)
De notre correspondant régional

Une gendarmerie, un bureau de poste, et même un centre des impôts. Pour une commune de 550 habitants, implantée dans cette vallée encaissée, à une heure de route de la première ville, Saint-Pierreville est gâtée. Un sort qui doit beaucoup à la présence d'une entreprise florissante, Ardelaine. Ses créateurs n'ont pas eu peur de la difficulté, en choisissant voilà quarante ans de bâtir une filière textile, secteur sinistré, dans une région qui l'était tout autant.

Saint-Pierreville, 2 000 habitants au XIXe siècle, est de ces villages chantés par Jean Ferrat dans *La Montagne*. *« Ils quittent un à un le pays/Pour s'en aller gagner leur vie/Loin de la terre où ils sont nés... »* Certains sont revenus, comme Simone Tissier, qui a grandi sabots aux pieds sur le sol en terre battue de la ferme familiale dépourvue d'eau courante et d'électricité. Enfant, elle a rejoint son père, parti travailler dans une usine chimique de la vallée du Rhône. Devenue institutrice, elle a choisi Saint-Pierreville, en compagnie de six autres pionniers, pour *« bâtir un projet collectif »*, dit-elle.

« Nous avons vécu à la charnière entre deux mondes, complète Béatrice Barras, 67 ans. *Nous ne rejetions pas la modernité, mais nous souhaitions préserver des savoir-faire en train de disparaître. »* À rebours des communautés fleurissant à l'époque, les fondateurs d'Ardelaine entendent *« bâtir un projet économique, au service du développement local »*, poursuit-elle. Avec son mari architecte, cette orthophoniste avait repéré un bâtiment au creux de la vallée. Le toit vermoulu de cette ancienne filature s'était affaissé sur les machines. Concurrencé par les textiles synthétiques, le site avait fermé de longue date, comme les six autres ateliers installés le long de la rivière. Les nouveaux arrivants rachètent la ruine en 1975, puis fondent la société coopérative Ardelaine en 1982. La même année, le village cesse de perdre des habitants.

« Ardelaine participe à la structuration de l'économie locale. Contrairement au tourisme, la coopérative génère une activité tout au long de l'année. »

Comme les autres villageois, Bernard Vialle était dubitatif au début de l'aventure. *« Les élus tentaient de faire face à l'exode rural*, dit-il. *Au nombre des solutions figurait la création d'une maison de retraite, en 1970, qui avait le double avantage de garder les aînés sur place et de créer des emplois »*, raconte l'ancien directeur de l'Ehpad Les Myrtilles. Élu, puis maire de Saint-Pierreville de 2001 à 2014, il a observé, admiratif, l'essor de la société, devenue le deuxième employeur du village, avec 43 salariés sur place.

Ce succès récompense la volonté de développer *« une coopérative de territoire »*, résume Béatrice Barras. *« Nous faisons nos choix stratégiques non seulement dans l'intérêt de l'entreprise, mais aussi et surtout des intérêts locaux. »* Les 46 tonnes de laine proviennent de 200 élevages du département. Elle est nettoyée et cardée dans l'atelier bordant la rivière. Si les habits sont ensuite dessinés à Valence (Drôme) et confectionnés à Charlieu (Loire), c'est en Ardèche que sont fabriqués les matelas et la literie d'Ardelaine.

Parmi les salariés figurent des jeunes du cru. Fils d'éleveur, Olivier Valette a rejoint voilà quinze ans Ardelaine, *« la plus grosse boîte du coin*, dit le trentenaire. *Au départ, nos parents se méfiaient des "néos", comme ils disaient. Mais les regards ont changé. »*

Saint-Pierreville compte encore un bureau de tabac, une boulangerie, une boucherie et deux bars-restaurants. En partie grâce à la coopérative. *« Nous nous sommes toujours demandé comment faire monter les gens dans notre vallée »*, explique Béatrice Barras. Un musée sur le travail de la laine est créé en 1990. Et la société organise trois fêtes annuelles célébrant la tonte, la laine et la •••

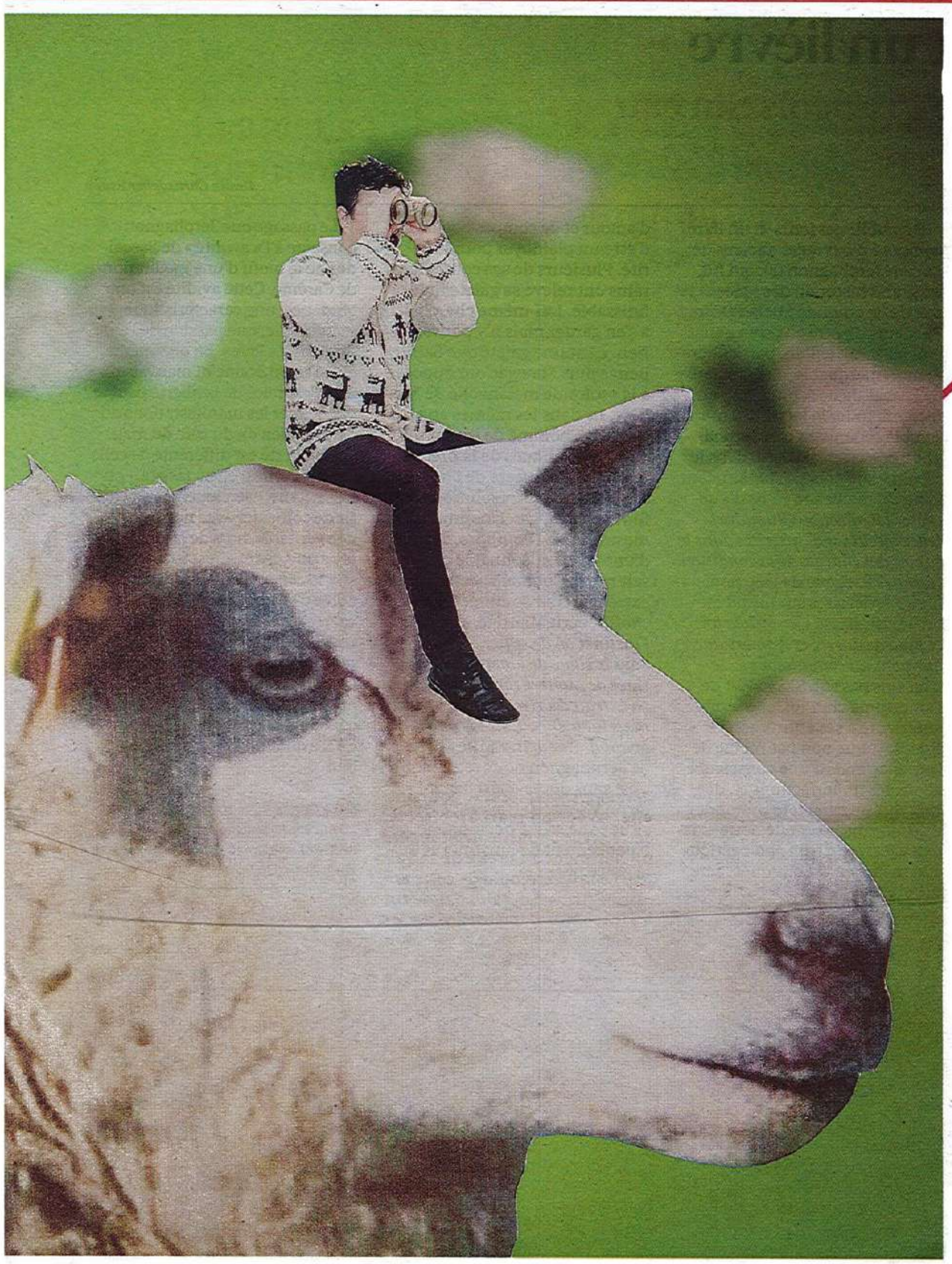
repères

Ces régions qui décrochent

L'économiste Laurent Davezies a publié en 2012 *La crise qui vient, la nouvelle fracture territoriale* (Éd. Seuil) dans lequel il estime à environ 20 % la part des Français qui vivent dans des régions qui décrochent.

L'économiste distingue 4 types de situations :

› les territoires *« marchands dynamiques »* : 36 % de la population, 16 % de la superficie.
› les territoires *« non marchands dynamiques »* : 44 % de la population, 57 % de la superficie.
› les territoires *« marchands en difficulté »* : 8 % de la population, 7 % de la superficie.
› les territoires *« non marchands en difficulté »* : 12 % de la population, 20 % de la superficie.



Vu par le collectif de photographes Faux Amis

●●● maille, rassemblant à chaque fois un petit millier de personnes.

Vingt mille touristes visitent ainsi chaque année le site. *« Une vraie bouffée d'air pour l'économie locale »*, dit Bernard Vialle. Depuis 2010, les touristes peuvent aussi s'arrêter déjeuner dans le bâtiment flambant neuf construit à côté de l'atelier et de la boutique du fabricant. Au rez-de-chaussée, un café-librairie ne sert que des produits locaux. À l'étage ont été aménagés un restaurant de 80 couverts – six emplois – et une conserverie – trois emplois.

Ce matin-là, une jeune agricultrice brasse sa crème de marrons dans une grande cuve en inox. *« La conserverie est utilisée à hauteur de 96 % de ses capacités par des producteurs locaux, dont un certain nombre s'est lancé dans la transformation grâce cet outil »*, indique Cécile Gergaud, salariée de la conserverie, rattachée à Bergerades. Émanation de la coopérative, cette *« association de développement locale a été créée pour mener des projets qui ne sont pas dans l'intérêt direct d'Ardelaine »*, explique Béatrice Barras, qui en est la présidente.

« Ardelaine participe à la structuration de l'économie locale, salue Laetitia Serre, conseillère départementale (PS) du canton. *Contrairement au tourisme, la coopérative génère une activité tout au long de l'année. »* De quoi permettre le maintien de services publics. Voir la création de nouveaux services collectifs.

Comme le centre de loisirs, où, ce matin de vacances d'hiver, 6 des 16 enfants sont issus de familles travaillant à Ardelaine, comptabilise son directeur, Nicolas Saget. *« Elles ont également beaucoup contribué à la création de la crèche. »* Les parents ont occupé l'an passé l'école communale pour réclamer la création d'un troisième poste d'enseignant. Une mobilisation qui fait sourire Alain Martinot. *« Une école qui ferme, c'est un village qui meurt*, dit cet enseignant à la retraite. *Mais cette mobilisation est le signe du dynamisme retrouvé de Saint-Pierreville. »*

Bénévent Tosseri

À suivre demain : Chez Carrefour, les femmes accèdent à la direction de magasin.

vu d'Espagne

Contre l'exode, Huesca rénove ses villages

Depuis 2001, cette province du nord de l'Espagne propose des subventions aux petits villages pour réhabiliter des maisons et accueillir des familles.

Madrid
De notre correspondante

Ramon, 58 ans, maire d'Albero Alto – 129 habitants – depuis 2003, dans la province (équivalent du département) de Huesca de la région de l'Aragon, a vu son village se vider, ses boutiques fermer. *« Il ne reste rien, juste la vente ambulante durant l'été »*, lâche-t-il. Il décide donc, il y a quatre ans, de demander une subvention au département pour remettre une maison en état. La province de Huesca permet depuis 2001 aux villages de moins de 500 habitants de bénéficier du programme « Plan de impulso demográfico ». *« Nous évitons que les villages tombent en ruine et accueillons de nouveaux habitants »*, résume Elisa Sancho, la vice-présidente du département de Huesca. Le plan prévoit une subvention qui finance à 80 % les travaux pour un logement, les 20 % restant étant apportés par la mairie.

La municipalité a restauré une partie de l'école pour la transformer en une location à 250 € par mois. Une famille équatorienne s'y est installée depuis. *« Je l'ai trouvée auprès de Caritas. Le père de famille avait perdu son travail et nous avions un poste libre à la mairie »*, raconte Ramon, visiblement satisfait de l'expérience puisque la mairie est sur le point de terminer la rénovation de l'ancienne charcuterie.

À une centaine de kilomètres au nord, Carmen Muro, maire depuis 2008 de Broto, se montre fière de voir sa ville (540 habitants) maintenir sa population depuis plusieurs années. Ici, tous les services ou presque sont là : boutiques, école, et le parc national d'Ordesa qui se situe à quelques kilomètres. Les environs s'animent surtout en été. La municipalité a réhabilité plusieurs maisons pour en faire six logements en 2007. Toutes les familles venues les occuper sont restées. *« Les loyers sont élevés en saison estivale. Avec ce programme, nous offrons des loyers moins chers et attirons les familles sur toute l'année »*, explique la maire.

> *« Il suffit parfois de deux enfants en plus pour éviter la fermeture d'une école. »*

« Il suffit parfois de deux enfants en plus pour éviter la fermeture d'une école », assure Elisa Sancho, vice-présidente de la province qui a dépensé cinq millions d'euros depuis 2001 pour financer 150 réhabilitations. Pour qu'une telle politique porte ses fruits, plusieurs mesures doivent être engagées en parallèle, *« à la fois fiscales, économiques, patrimoniales ou agricoles »*, précise-t-elle. En juin, un deuxième congrès sera consacré au sujet, à Huesca. Si rien n'est fait, la moitié des villes espagnoles risque de disparaître.

Valérie Demon